

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 18/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CGM BIO-ENERGY

2 rue de Chartres
28700 Umpeau

Références : IC240222/RAPVI
Code AIOT : 0010014356

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2024 dans l'établissement CGM BIO-ENERGY implanté La Croix Blanche 28700 Francourville. L'inspection a été annoncée le 20/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CGM BIO-ENERGY
- La Croix Blanche 28700 Francourville
- Code AIOT : 0010014356
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral 27 novembre 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Isolement des eaux accidentelles	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8	Susceptible de suites	Sans objet
2	Collecte des effluents liquides.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 38	Susceptible de suites	Sans objet
3	Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35	Susceptible de suites	Sans objet
4	Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26	Susceptible de suites	Sans objet
5	Injection d'air dans le biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 33	Susceptible de suites	Sans objet
6	Phase de démarrage	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36	Susceptible de suites	Sans objet
8	Admission des matières entrantes	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 14/02/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. [...]

<p><u>Constat du 14/02/2022 :</u> Les travaux d'aménagement paysagers sont envisagés postérieurement à la date prévisionnelle de démarrage de l'installation.</p> <p><u>Visite du 10/04/2024 :</u> Les aménagements paysagers sont réalisés.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Collecte des effluents liquides.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée : [...] Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires souillées des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan des réseaux de collecte des effluents. Ce plan fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.</p>
<p><u>Constat du 28/06/2023 :</u> Le plan des réseaux de collecte des effluents aqueux n'est pas actualisé suite aux travaux réalisés sur le site.</p> <p><u>Visite du 10/04/2024 :</u> Le plan des réseaux a été actualisé et prend en compte les modifications réalisées suite aux travaux. Le prélèvement des échantillons est aisé au point de rejet.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion d'exploitation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

<p>Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.</p> <p>Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle.</p> <p>Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH₄, O₂) à une fréquence semestrielle.</p>
<p><u>Constat du 28/06/2023 :</u> Absence d'un programme formalisé concernant la maintenance préventive et la vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité.</p> <p><u>Visite du 10/04/2024 :</u> Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité est formalisé.</p> <p>L'exploitant précisera si l'installation est pourvue d'une cuve de stockage du percolat. Le cas échéant, un contrôle des systèmes de recirculation devra être réalisé ainsi qu'un curage de la cuve.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gestion d'exploitation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes relatives à la prévention des risques sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels d'entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; -l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; -l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; -l'obligation d'un permis d'intervention pour les parties concernées de l'installation ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de

<p>fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ; -les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du personnel d'astreinte visé à l'article 50 bis, des services d'incendie et de secours, etc. ; -la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; -les instructions de maintenance et de nettoyage ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>
<p><u>Constat du 28/06/2023 :</u></p> <p>Les consignes relatives à la prévention des risques sont incomplètes.</p> <p><u>Visite du 10/04/2024 :</u></p> <p>L'exploitant dispose de consignes relatives à la prévention des risques. Ces consignes comportent notamment l'interdiction de brûlage à l'air libre, les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations, les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie, les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité,...</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Injection d'air dans le biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 33</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie et d'explosion</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter par oxydation la teneur en H₂S, ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque. L'exploitant établit une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.</p>
<p><u>Constat du 28/06/2023 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le dispositif d'injection d'air dans le biogaz est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque.</p>

<p>L'exploitant n'a pas établi une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.</p> <p><u>Visite du 10/04/2024 :</u></p> <p>L'installation est équipée d'un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter par oxydation la teneur en H₂S. L'exploitant est en mesure de justifier que ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque.</p> <p>L'exploitant a établi une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Phase de démarrage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie et d'explosion</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation, à partir des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.</p>
<p><u>Constat du 28/06/2023 :</u></p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une consigne spécifiant notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion mis en œuvre pendant les phases de démarrage ou de redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation.</p> <p><u>Visite du 10/04/2024 :</u></p> <p>L'exploitant dispose d'une consigne spécifiant notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion mis en œuvre pendant les phases de démarrage ou de redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Isolement des eaux accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques de pollution des milieux</p>

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées.</p> <p>Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p>
<p><u>Constat du 28/06/2023 :</u></p> <p>Le dispositif d'obturation n'est pas à déclenchement automatique ou commandable à distance. Il n'est pas clairement signalé et ne peut pas être mis en œuvre dans des délais brefs. L'exploitant ne dispose pas d'une consigne définissant les modalités de mise en œuvre de ce dispositif.</p> <p><u>Visite du 10/04/2024 :</u></p> <p>Le dispositif d'obturation n'est pas à déclenchement automatique ou commandable à distance. L'exploitant a déposé un porter à connaissance le 24/02/2024 afin de demander une dérogation.</p> <p>Constat : l'écart est conservé dans l'attente de l'instruction du porter à connaissance.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 8 : Admission des matières entrantes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur ou à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable</p> <p>L'information préalable contient également a minima :</p>

<p>Source et origine de la matière (procédé conduisant à la production du déchet) Données concernant sa composition et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques</p> <p>Son apparence (couleur, odeur, apparence physique) Les conditions de transport Le code du déchet</p>
<p><u>Constat du 28/06/2023 :</u> L'exploitant ne dispose pas des fiches d'information préalable à l'admission pour tous les déchets réceptionnés sur son site.</p> <p><u>Visite du 10/04/2024 :</u> L'exploitant dispose des fiches d'information préalable à l'admission pour tous les déchets réceptionnés sur son site et contiennent tous les éléments demandés.</p> <p>Constat : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>